



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PREFECTURE du GERS

**DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET DU DÉVELOPPEMENT**

Bureau de l'Environnement

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT AGREMENT  
DE LA SARL J'AUTOCASS  
POUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE DEPOLLUTION  
ET DEMONTAGE DE VEHICULES HORS D'USAGE  
SUR LA COMMUNE DE SAINTE CHRISTIE D'ARMAGNAC**

**AGREMENT N°32 00008 D**

\*\*\*\*\*

**Le préfet du GERS**

**VU** le code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21 ;

**VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 43-2 ;

**VU** le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;

**VU** le décret n° 2003-727 du 1er août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 12 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2003 autorisant la Sarl J'AUTOCASS à exploiter une installation de démontage de véhicules hors d'usage sur la commune de Sainte Christie d'Armagnac ;

VU la demande d'agrément, présentée le 18 septembre 2006 par la Sarl J'AUTOCASS à SAINTE-CHRISTIE d'ARMAGNAC en vue d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage,

VU l'avis de l'inspection des installations classées en date du 02 octobre 2006,

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 19 octobre 2006,

**Considérant** que la demande d'agrément présentée le 18 septembre 2006 par la SARL J'AUTOCASS comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

**Considérant** que l'attestation délivrée par l'organisme tiers fait apparaître plusieurs non-conformités par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité concernant :

- le bardage qui n'est pas de couleur verte mais grise (art. 1.8),
- l'absence d'une procédure de gestion des déchets (art. 4.2),
- l'absence d'une mesure de bruit lors de la première année de mise en service de l'installation (art. 5.5),
- l'absence de clôture du site côté Est (art. 6.1),
- l'absence des consignes de sécurité (art.6.4.1),
- l'absence de vérification des extincteurs (art. 6.4.2),
- l'absence de délimitation des zones de sécurité (art. 6.5.2),
- l'absence de consignes concernant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils susceptibles de produire des étincelles (art. 6.5.3),
- les zones d'atmosphère explosive qui ne sont pas délimitées (art. 6.5.4.2),
- le temps de séjour de certains VHU qui est supérieur à un an (art. 7.6),
- l'absence de produits de dératissage (art. 7.8) ;

**Considérant** que lors du dépôt du dossier, l'exploitant a fourni des justificatifs permettant de lever les non-conformités suivantes :

- Article 1.8 : La couleur grise du bardage a été autorisée par l'inspection des installations classées par courrier en date du 21 octobre 2003,
- Article 4.2 : procédure écrite définissant la gestion des déchets produits par l'établissement,
- Article 6.4.2 : facture d'achat de six extincteurs et d'un registre incendie,
- Article 6.5.2 : élaboration d'un plan délimitant les zones de sécurité,
- Article 7.6 : Certains véhicules rares ou récents peuvent être stockés sur le site plus d'un an, l'exploitant s'engage à ne pas augmenter le volume de VHU en stock.  
L'exploitant ne devra pas augmenter le stock du site. Le nombre de VHU, retirés par des broyeurs agréés, sera proportionnel au nombre de VHU entrant. L'inspection estime que l'objectif de la prescription, qui est de limiter le volume de stockage présent sur le site, est ainsi respecté.
- Article 7.8 : L'exploitant a fourni des factures d'achat de produits de dératissage ;

**Considérant** que pour la non-conformité de l'article 6.5.4.2 l'inspection estime que l'activité de la Sarl J'AUTOCASS ne génère pas des risques d'atmosphère explosive et pour la non-conformité de l'article 5.5 concernant le bruit, aucune plainte du voisinage n'a été déposée à ce jour ;

**Considérant** que les travaux concernant les non conformités des articles 6.1, 6.4.1 et 6.5.3, devront être achevés dans un délai maximal de 4 mois après la date de délivrance de l'agrément. Un nouveau contrôle par un organisme tiers accrédité doit être réalisé dans ce même délai pour attester de la réalisation des travaux. Une attestation de conformité avec les dispositions du présent arrêté est établie par l'organisme tiers accrédité et est transmise au préfet dans un délai maximal de quinze jours après le contrôle ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas formulé d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis, dans le délai de quinze jours qui lui était imparti ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture du Gers;

\*\*\*\*\*

## ARRETE

### **Article 1** :

La Sarl J'AUTOCASS à SAINTE-CHRISTIE d'ARMAGNAC est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2** :

La Sarl J'AUTOCASS à SAINTE-CHRISTIE d'ARMAGNAC est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

### **Article 3** :

L'arrêté préfectoral du 04 novembre 2003 susvisé est complété par les articles suivants :

- **Les prescriptions de l'article 7.1 sont abrogées et remplacées par :**

#### Article 7.1 – Aires spéciales

##### *\* 7.1.1 – Emplacements moteurs et pièces enduites de graisses*

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts.

##### *\* 7.1.2 – Emplacements des véhicules hors d'usage*

Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. Les emplacements dédiés à l'entreposage des véhicules hors d'usage qui n'ont pas été dépollués conformément aux dispositions du 1<sup>er</sup> de l'annexe de l'arrêté du 15 mars 2005 doivent être obligatoirement couverts d'un revêtement imperméable (par exemple en béton), ou que l'exploitant prennent des mesures équivalentes de protection sous les véhicules à risque, tel que mise en place de films protecteurs, dispositifs de collecte et de rétention....

*\* 7.1.3 – Entreposage des batteries, filtres et condensateurs*

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention stockés dans des lieux couverts.

*\* 7.1.4 – Entreposage des fluides des véhicules hors d'usage*

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux couverts dotés d'un dispositif de rétention.

- **Les prescriptions de l'article 7.3 sont abrogées et remplacées par :**

**Article 7.3 – Dépôt de pneumatiques**

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité entreposée est limitée à 100 m<sup>3</sup>. Le dépôt est à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment.

**Article 4 :**

**Echéancier de réalisation des travaux**

La mise en conformité de l'établissement avec les dispositions des articles 6.1, 6.4.1 et 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2003 doit être réalisée dans un délai maximal de 4 mois.

Un nouveau contrôle par un organisme tiers accrédité doit être réalisé dans ce même délai pour attester de la réalisation des travaux. Une attestation de conformité avec les dispositions du présent arrêté est établie par l'organisme tiers accrédité et est transmise au préfet dans un délai maximal de quinze jours après le contrôle.

**Article 5 :**

La Sarl J'AUTOCASS à SAINTE-CHRISTIE d'ARMAGNAC est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

**Article 6 :**

Un avis relatif à la présente autorisation est inséré par les soins de Monsieur le Préfet du Gers, aux frais du demandeur dans deux quotidiens locaux.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Sainte Christie d'Armagnac pendant un mois minimum.

L'arrêté ainsi que les prescriptions annexées peuvent être consultées à la Préfecture – bureau de l'environnement ou à la mairie de Sainte Christie d'Armagnac.

**Article 7 :**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de PAU (Villa Noulibos - Cours Lyautey - B.P. 543 - 64010 - PAU CEDEX).

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, il est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

**Article 8 :**

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Maire de la commune de Sainte Christie d'Armagnac, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Auch, le 21/11/2006

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Signé David COSTE

**CAHIER DES CHARGES**  
**ANNEXE A L'AGREMENT N°32 00008 D DU 21/11/2006**  
**DELIVRE A LA SARL J'AUTOCASS**  
**POUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE DEPOLLUTION**  
**ET DE DEMONTAGE DE VEHICULES HORS D'USAGE**  
**A SAINTE CHRISTIE D'ARMAGNAC**

**1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage :**

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

**2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation :**

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

**3°/ Traçabilité :**

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4°/ **Réemploi** :

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

5°/ **Dispositions relatives au déchets** :

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.

6°/ **Communication d'information** :

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé:

7°/ **Contrôle par un organisme tiers** :

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

VU pour être annexé à mon arrêté de ce jour,  
AUCH, le 21/11/2006

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

David COSTE